



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de la santé

Question au Gouvernement n° 4559

Texte de la question

HÔPITAL PUBLIC

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Touraine, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

M. Jean-Louis Touraine. Madame la ministre des affaires sociales et de la santé, de 2012 à aujourd'hui, des progrès pour la santé des Français ont été accomplis : l'accès de tous aux soins a été amélioré ; la prévention a été développée ; le système de soins a été modernisé ; 1 000 maisons de santé ont été créées afin de résorber une partie des déserts médicaux.

Des protections et des droits nouveaux ont aussi été octroyés aux malades, aux femmes et aux plus démunis. Le service public hospitalier a été rétabli : en cinq ans, 31 000 postes supplémentaires, dont 3 000 médecins et 28 000 personnels soignants, ont été créés dans l'hôpital public, et 10 milliards d'euros ont été ajoutés au budget hospitalier.

Le *numerus clausus* a été revu à la hausse ; la coopération entre hôpitaux d'un même territoire a été organisée ; en parallèle, les comptes de la sécurité sociale ont été grandement améliorés et les pratiques des précédents gouvernements dirigés par François Fillon, qui déremboursaient des médicaments et créaient de nouvelles franchises, ont été stoppées.

En dépit de ces progrès, les conditions de travail des soignants et des médecins demeurent difficiles ; infirmiers et aides-soignants sont confrontés à des missions toujours plus complexes, causant parfois des *burn-out*. On ose à peine imaginer ce que deviendrait la santé des Français si le programme de M. Fillon était mis en application, avec son cortège de réduction des personnels, des lits d'hôpitaux, et des budgets de la sécurité sociale.

Comment pourrait-on accepter l'accroissement des inégalités et le recul de solidarité que provoquerait l'affaiblissement de la sécurité sociale au profit des complémentaires, beaucoup moins accessibles pour les populations économiquement fragiles ? Alors que la grippe saisonnière nous rappelle la nécessité de capacités hospitalières suffisantes pour faire face à un afflux de malades, serait-il responsable de réduire dangereusement l'hôpital public ?

Madame la ministre, sans nier les problèmes qui perdurent, pouvez-vous rassurer la communauté nationale sur l'objectif de préservation de notre système de solidarité sociale, sur la poursuite de l'augmentation des moyens nécessaires à la santé des Français, enfin, sur les aides prévues pour les personnels, en particulier dans le cadre de la prévention des risques psychosociaux ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain. – « Allô ! Allô ! » sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des affaires sociales et de la santé.

Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé. Monsieur le député, vous avez raison de souligner la mobilisation exceptionnelle et remarquable de toute la communauté hospitalière pour faire face à l'épidémie de grippe actuelle. L'hôpital public, c'est une force, et c'est une chance pour notre pays.

M. Christian Jacob. Et la dette, c'est une chance pour notre pays ?

Mme Marisol Touraine, ministre. Vous avez rappelé les engagements et les actions qui ont été mis en place depuis 2012, qui se traduisent financièrement : 10 milliards d'euros d'investissement, 31 000 postes supplémentaires, des revalorisations salariales tout à fait importantes.

M. Christian Jacob. Avec un tel bilan, pourquoi François Hollande ne se représente-t-il pas ?

Mme Marisol Touraine, ministre. Vous avez aussi raison, monsieur le député, de rappeler que l'hôpital public, ce ne sont pas seulement des chiffres, des statistiques ; ce sont des valeurs, celles de la République sociale. L'hôpital public, c'est la solidarité en acte, au quotidien ; ce sont des femmes et des hommes qui ne comptent pas leur temps et qui s'engagent pour que personne ne reste sur le bord du chemin.

Vous le savez : chaque semaine, je me rends dans les hôpitaux, dans les maisons de retraite, dans les établissements sociaux ; j'y rencontre l'ensemble de la communauté hospitalière : les médecins, les internes, les infirmiers, les aides-soignantes. Je sais que la pression qui pèse sur eux est forte. C'est pour cela que, au-delà des revalorisations salariales, nous avons mis en place une stratégie pour l'amélioration des conditions de travail. Je veux leur dire ma confiance, mes remerciements pour leur mobilisation.

La France aurait beaucoup à perdre à un programme visant à fermer des hôpitaux de proximité, à supprimer des lits, à réduire les effectifs des fonctionnaires hospitaliers. *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. Ce n'est pas cela, notre programme !

Mme Marisol Touraine, ministre. L'avenir de l'hôpital, ce n'est pas cela ; l'avenir de la santé, ce n'est pas cela ; l'avenir de la solidarité, ce n'est pas cela. Il y a des difficultés : il faut y répondre ; mais gardons à l'esprit la priorité : tout doit être fait pour l'hôpital public et pour les Français. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Touraine](#)

Circonscription : Rhône (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4559

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : Affaires sociales et santé

Ministère attributaire : Affaires sociales et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 janvier 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 janvier 2017](#)